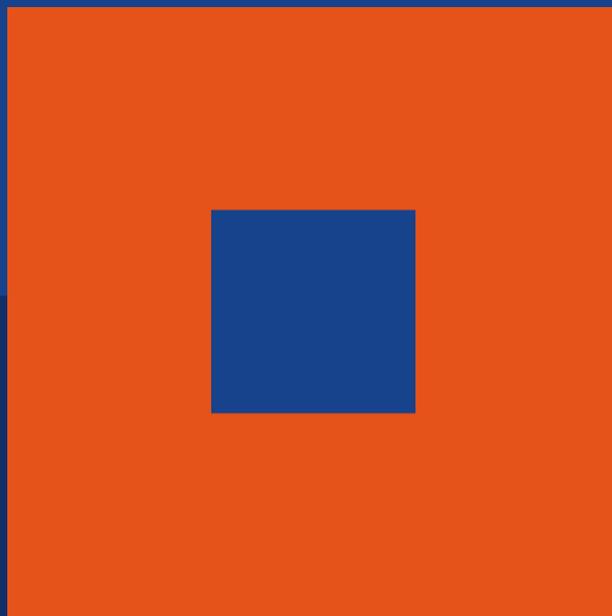


L'Observatoire
de la Construction
Durable

BY SAINT-GOBAIN

Baromètre

de la construction durable
2025 - 3^e édition





Benoît Bazin
Président - Directeur Général
Groupe Saint-Gobain

« Dans un monde où la crise du logement s'intensifie, chaque projet de construction ou de rénovation est une opportunité pour répondre aux besoins des populations. »

En 2050, nous serons 9,6 milliards d'êtres humains, et 70 % d'entre nous vivront en ville. La manière dont nous construisons et rénovons aujourd'hui déterminera la qualité de vie des générations futures. 50 % des bâtiments de 2050 restent encore à construire, alors que 80% de ceux qui existent aujourd'hui seront encore là. Transformer durablement le bâti existant et concevoir avec exigence les infrastructures de demain sont deux impératifs indissociables. Dans un monde où la crise du logement s'intensifie, chaque projet de construction ou de rénovation est une opportunité à saisir pour répondre aux besoins des populations tout en réduisant l'impact environnemental du secteur tant en matière d'empreinte carbone que de protection des ressources. Selon l'OMS, l'amélioration des conditions de logement peut permettre de sauver des vies, de prévenir des maladies, d'améliorer la qualité de vie, de réduire la pauvreté, d'atténuer les effets du changement climatique et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il y a donc urgence à avancer. Et dans la mesure où le secteur représente près de 40 % des émissions de CO2, consomme 50 % des ressources naturelles et génère 40 % des déchets solides, l'accélération de sa transformation vers une construction toujours plus durable a également le pouvoir de changer la donne en matière environnementale.

Pour ce faire, mobiliser l'ensemble des acteurs du secteur est une nécessité. C'est dans cet esprit que Saint-Gobain a créé l'Observatoire de la Construction Durable. Parce que fédérer la chaîne de valeur suppose d'identifier les champs d'action prioritaires où concentrer les efforts collectifs, l'Observatoire réalise annuellement un Baromètre international de la construction durable. Sa 3^e édition couvre aujourd'hui 27 pays et - nouveauté cette année - intègre un volet citoyen, donnant ainsi aux habitants une place dans le débat sur la construction durable. Cet Observatoire offre la possibilité d'écouter ceux qui bâtissent et ceux qui habitent le monde.

Le constat est clair : il est temps d'agir. Mais pour que la construction durable s'impose, elle doit être mieux comprise et pleinement intégrée aux attentes des citoyens et des professionnels. Au-delà de son impact environnemental, ses avantages concrets en matière de confort et de bien-être doivent être mieux valorisés. Pour y parvenir, il est essentiel d'adopter une approche à la fois globale et adaptée aux spécificités locales. Cette année, les acteurs du secteur soulignent ainsi, en particulier dans les pays émergents, le rôle croissant de la résilience des bâtiments face aux aléas climatiques. Par ailleurs, la rentabilité économique reste un levier décisif. Convaincre les professionnels et les citoyens d'accélérer cette transition passe par une démonstration claire de ses bénéfices financiers : réduction des coûts énergétiques, valorisation des biens immobiliers, baisse des dépenses liées aux réparations, impacts sanitaires positifs, résilience climatique et assurabilité.

Ces enjeux sont déterminants pour accélérer la transformation du secteur et guider efficacement les efforts collectifs. **L'heure est maintenant à l'action.**

L'Observatoire de la Construction Durable

BY SAINT-GOBAIN

Le monde de la construction est au cœur des grands enjeux qui façonnent notre avenir, à la croisée des défis démographiques, sociaux, énergétiques et climatiques auxquels les communautés humaines sont confrontées. Ces défis ne pourront être relevés sans que le secteur accélère sa transformation vers une construction toujours plus durable : un environnement bâti contribuant positivement à la santé et au bien-être des personnes, résilient face aux aléas climatiques, faible en émissions carbone ; et des logements accessibles à tous, sans compromis sur la qualité et la performance.

Cette transition exige une mobilisation collective de tous les acteurs – professionnels, institutions et citoyens. C'est la raison pour laquelle Saint-Gobain a lancé l'Observatoire de la construction durable en 2023, se positionnant ainsi comme une entreprise de référence, à la fois pionnière et motrice, pour accélérer la construction durable dans le monde en fédérant l'ensemble des parties prenantes.



ÉCOUTER

L'Observatoire prend le pouls de la construction durable dans le monde : perceptions, obstacles et leviers de progrès, solutions attendues, parties prenantes les plus actives... Il permet de mesurer les avancées et d'identifier les champs d'action où faire porter les efforts collectifs.

L'Observatoire de la Construction Durable réalise annuellement un Baromètre international et en assure la diffusion auprès des parties prenantes et du grand public.



INFORMER

L'Observatoire centralise des connaissances, témoignages et analyses sur les enjeux et les solutions de la construction durable : il se veut outil de pédagogie, de sensibilisation, voire d'aide à la décision, pour toutes les parties prenantes concernées.

L'Observatoire de la Construction durable a lancé le média *Constructing a sustainable future*, pour décrypter tous les enjeux de la construction durable, son impact sur le climat et la société, et découvrir des solutions innovantes et des projets inspirants.



FÉDÉRER

L'Observatoire rassemble les acteurs d'un marché mondial encore fragmenté. Au carrefour des professionnels de la construction, des institutions, des citoyens... Il favorise le partage des réflexions et des bonnes pratiques, contribue à faire émerger des solutions et à concrétiser leur déploiement.

L'Observatoire de la Construction Durable organise de manière régulière des « Sustainable Construction Talks » – des rencontres à l'international, en marge de grands événements multilatéraux, mais aussi au niveau national.

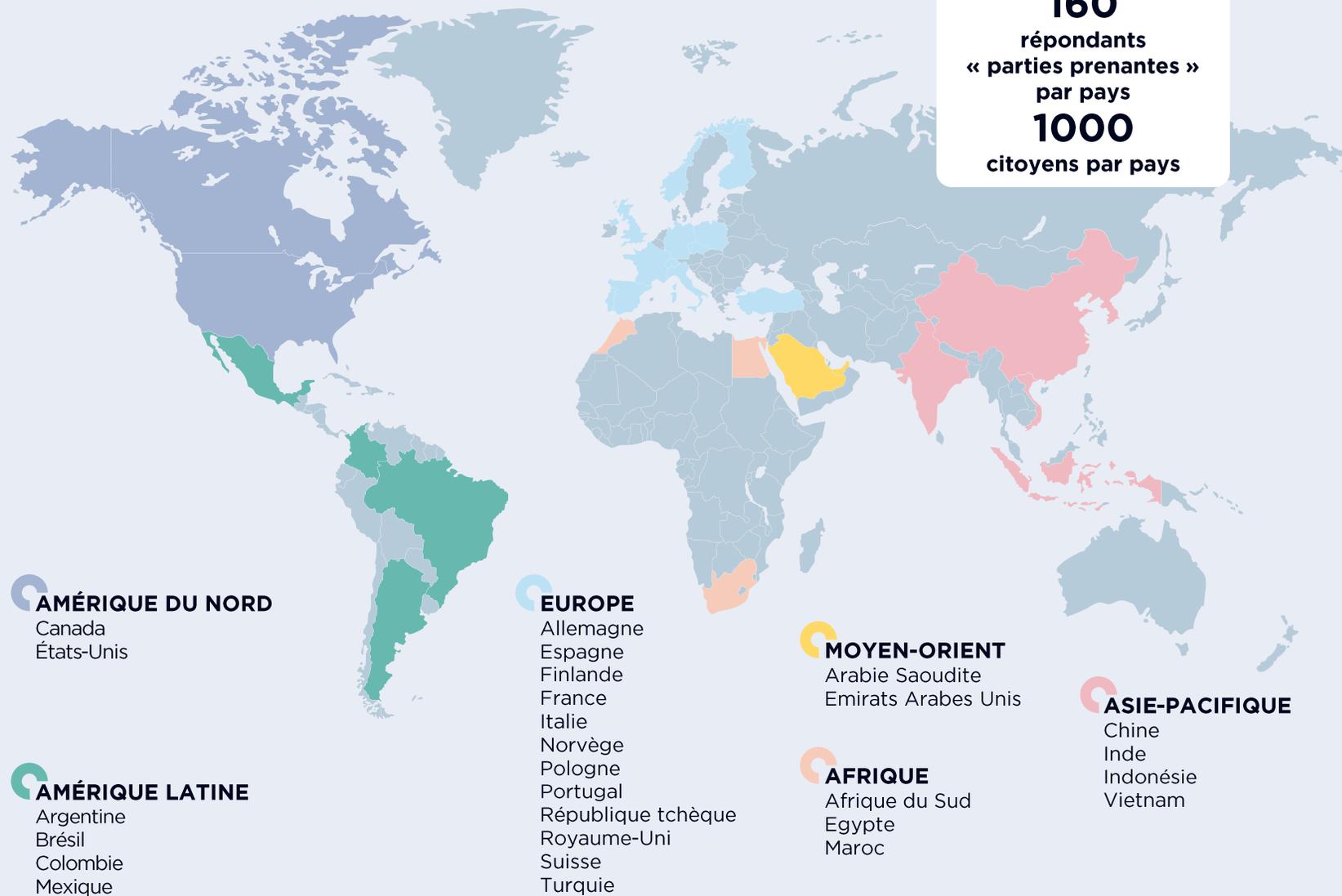
MÉTHODOLOGIE

Cette enquête a été réalisée par l'institut d'études Occurrence - Ifop, pionnier des méthodes d'enquête depuis 1938. Cette enquête a été menée entre le 21 octobre et le 21 novembre 2024 auprès :

- D'un échantillon de 4320 répondants de la cible « parties prenantes » âgés de 18 ans et plus, issus de 27 pays répartis comme suit :
 - 1350 professionnels des secteurs de construction, travaux, architecture, environnement et transition écologique, habitat...
 - 1350 étudiants des filières construction / BTP / génie civil et architecture / design d'espace
 - 1080 membres d'associations dédiées à la transition écologique, l'habitat, la construction, l'énergie...
 - 540 élus locaux (sauf aux EAU et en Arabie Saoudite, où, en l'absence d'élus locaux, nous avons interrogé les représentants locaux du gouvernement)
- D'un échantillon de 27000 citoyens âgés de 18 ans et plus, représentatifs des citoyens de chaque pays interrogé.

L'ensemble des analyses présentées ici sont validées par l'institut d'études Occurrence - Ifop.

Cette enquête étant barométrique, les résultats de cette édition d'enquête sont comparés par rapport à ceux de la précédente vague (baromètre 2024).



Mode de recueil :

Questionnaire administré par téléphone auprès des élus

Questionnaire auto-administré en ligne via les réseaux sociaux pour les étudiants, membres d'associations et professionnels

Questionnaire omnibus en ligne pour les citoyens

ENSEIGNEMENTS CLÉS

LA CONSTRUCTION DURABLE : Un sentiment de connaissance en hausse, une urgence à agir qui se maintient... et des citoyens concernés !

67% des parties prenantes affirment bien saisir le concept de construction durable, un chiffre en progression (+6 points par rapport à l'édition précédente, avec notamment une hausse de 32 points pour les élus). De même, la perception de l'urgence à agir sur le sujet reste élevée : 69% des parties prenantes considèrent la mise en place de constructions plus durables comme prioritaire. **Ce résultat, stable, est conforté par une perception partagée par les citoyens, qui sont au rendez-vous sur le sujet de la construction durable** : 60% considèrent qu'il s'agit d'une priorité, et 95% estiment au minimum cette question importante.

L'enjeu réside désormais dans la capacité à transformer cette forte sensibilisation des parties prenantes et des citoyens en actions concrètes, tout en veillant à ce qu'aucune région ne prenne de retard.

A noter toutefois que cette volonté d'avancer ne s'exprime pas partout avec la même intensité. Un point d'attention particulier concerne les États-Unis, où les résultats interpellent : le taux de méconnaissance du concept de construction durable y atteint 34% parmi les citoyens. De plus, sa mise en place est perçue comme secondaire par une part record de 11% des parties prenantes et par 9% des citoyens, le deuxième niveau le plus élevé à l'échelle mondiale.

L'envie d'aller plus loin est partagée et les acteurs privés sont perçus partout comme les plus légitimes pour avancer, avec des priorités régionales différentes

La nécessité d'accélérer la construction durable fait consensus : 87% des parties prenantes estiment qu'il faut « aller plus loin » en la matière. Pour cela, les acteurs de la phase de conception, positionnés en amont de la chaîne de valeur, apparaissent comme le moteur essentiel de la construction durable : 56% des parties prenantes considèrent les architectes et bureaux d'ingénierie comme les acteurs les plus légitimes pour faire avancer cette transition, suivis par les entreprises privées du secteur (44%).

Toutefois, les priorités varient largement d'une région à l'autre. En Asie-Pacifique, en Afrique et au Moyen-Orient, l'adaptation des bâtiments aux aléas naturels ou climatiques apparaît comme une préoccupation récurrente, tandis qu'en Amérique latine, l'utilisation de matériaux écologiques s'impose comme un enjeu clé. L'Europe se démarque par un fort intérêt pour la rénovation des bâtiments, tandis qu'en Amérique du Nord, la question des coûts abordables est davantage mise en avant. **Une diversité d'enjeux régionaux qui souligne l'importance d'ajuster les stratégies de construction durable aux spécificités locales, tout en préservant une dynamique globale forte.**

Si les constats restent variés et très localisés, on peut s'interroger sur un potentiel risque d'essoufflement sur le sujet de la construction durable en Europe, et ce, au moment même du 1er anniversaire de la Déclaration de Chaillot : c'est en effet la seule région où une part non-négligeable des répondants estime qu'il faudrait « revenir en arrière » sur la construction durable (8%), plusieurs pays dépassant 10% sur cet item (France, République tchèque, Pologne, Portugal, Turquie), une tendance qui si elle reste marginale n'en constitue pas moins un signal.

La construction durable toujours centrée sur l'environnement, mais la résilience gagne du terrain, tandis que le bien-être des habitants reste au second plan

Si les parties prenantes déclarent mieux maîtriser le concept, elles continuent à associer la construction durable avant tout à des enjeux environnementaux. L'efficacité énergétique des bâtiments (35%, en recul de 7 points) et l'utilisation de matériaux écologiques (31%, stable) restent les principaux critères de définition du concept.

Toutefois, **la résilience face aux aléas climatiques s'impose comme un enjeu de plus en plus pris en compte.** Le sujet affiche la plus forte progression depuis l'édition précédente, atteignant 21%. Son importance varie selon les régions, arrivant en tête des préoccupations en Afrique (35%) et en Asie-Pacifique (32%), et la deuxième position au Moyen-Orient (33%), probablement en raison d'une exposition plus forte aux défis climatiques.

En revanche, **il est surprenant de constater que la dimension « humaine » de la construction durable peine toujours à s'imposer et reste reléguée au second plan.** Seuls 15% des parties prenantes et 15% des citoyens associent la construction durable à une amélioration du bien-être des occupants, alors même que cet aspect pourrait jouer un rôle clé dans son acceptation et son déploiement.

Des acteurs informés... mais insuffisamment formés ; un frein à leurs engagements concrets ?

Si les parties prenantes déclarent bien connaître la construction durable, seuls 28% se disent tout à fait informés sur le sujet et 35% des professionnels ont suivi une formation dédiée.

Cette maîtrise encore partielle du sujet peut expliquer une certaine limite à des engagements concrets. Ainsi 78% des étudiants jugent la formation en construction durable différenciante pour l'emploi, mais seuls 40% refuseraient une offre d'une entreprise non engagée (5% de manière catégorique). Du côté des professionnels, 67% déclarent évaluer l'empreinte carbone de leurs projets, mais seuls 30% le font de manière systématique, un résultat qui progresse mais reste encore minoritaire.

Les élus, eux, sont 51% à annoncer vouloir exclure des projets de construction non engagés des marchés publics, mais dans les faits, seuls 37% ont réellement franchi le pas, un résultat dont la nette hausse (+26 points) constitue cependant un signal encourageant. Enfin, les associations ne sont pas en reste : 51% envisagent d'appeler au boycott d'entreprises jugées insuffisamment investies, mais seulement 24% sont effectivement passées à l'action, une tendance qui reste stable.

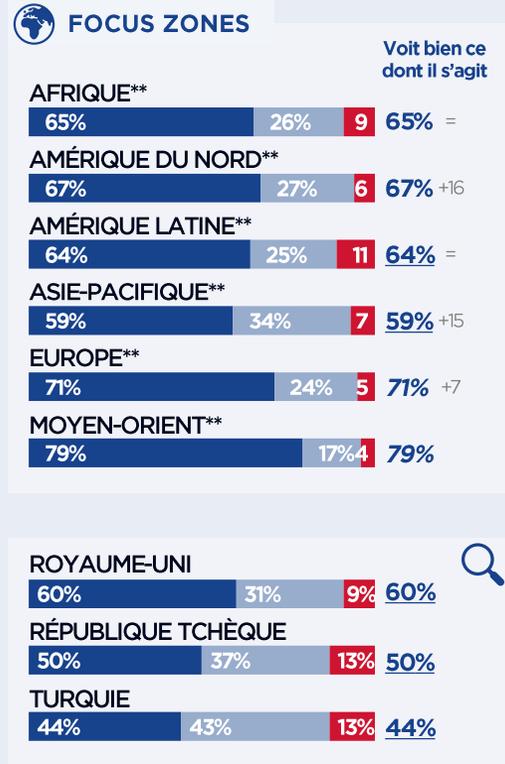
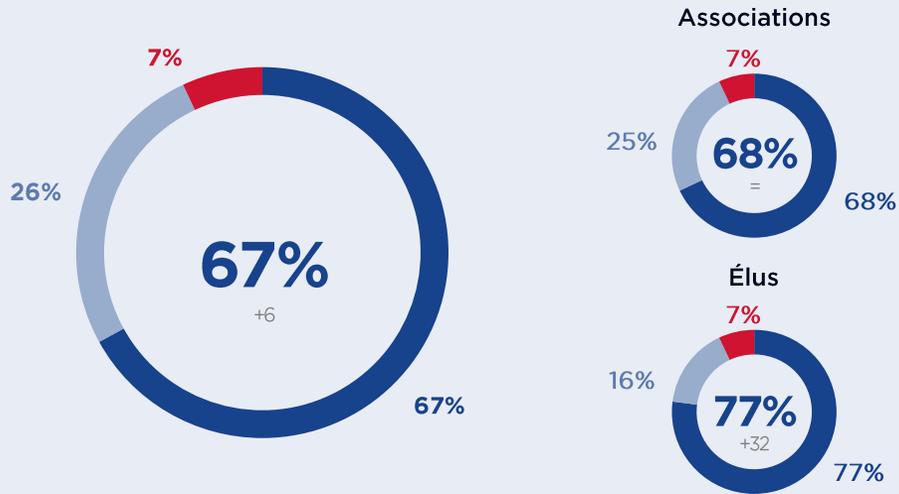
Des écarts entre intentions affichées et actions concrètes, qui illustrent un enjeu à traduire la prise de conscience en actions tangibles.



**Connaissance,
compréhension et
importance perçue
de la construction durable**

UN CONCEPT ENCORE EN PROGRÈS EN TERMES DE CONNAISSANCE, MALGRÉ QUELQUES DISPARITÉS

Connaissez-vous la notion de construction durable, ne serait-ce que de nom ?



● Oui, et je vois bien ce dont il s'agit ● Oui, mais je ne vois pas vraiment ce dont il s'agit ● Non, je n'en ai jamais entendu parler

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).



La construction durable est un concept que les parties prenantes ont le sentiment de mieux en mieux maîtriser : 67% des parties prenantes déclarent le comprendre clairement et 93% des répondants avoir connaissance du concept.

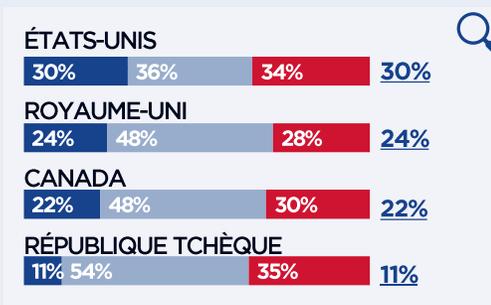
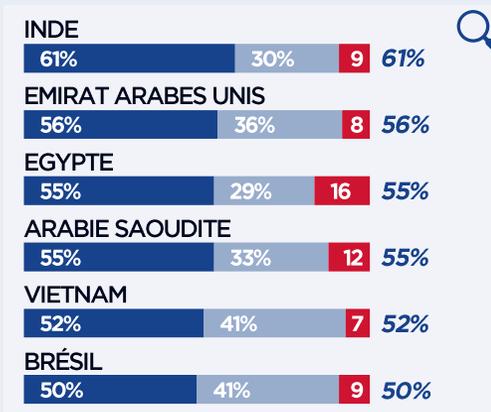
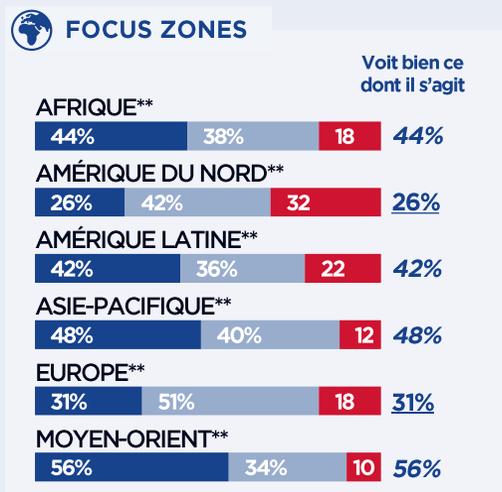
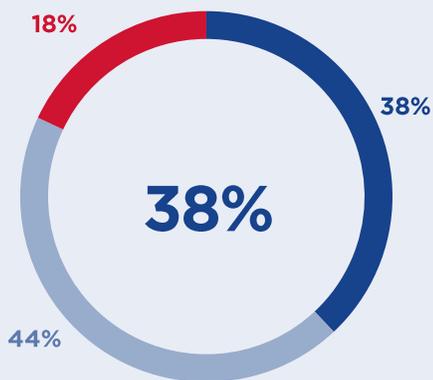
La progression de cette connaissance est notable à l'échelle mondiale (+6 pts), avec une dynamique particulièrement forte en Asie-Pacifique (+15 pts sur l'indicateur « voit bien de quoi il s'agit »), bien que cette région conserve encore une marge de progression par rapport au reste du monde.

Le sentiment de familiarité progresse notamment au sein des associations et, plus encore, chez les élus, qui déclarent davantage maîtriser la notion par rapport à l'édition précédente.

Notons qu'une part significative des répondants au Royaume-Uni, en République tchèque et en Turquie admettent « ne pas vraiment voir de quoi il s'agit » ou « ne jamais en avoir entendu parler », trois pays européens dans lesquels le taux de connaissance déclarée est inférieur à la moyenne mondiale.

UNE CONNAISSANCE PLUS LIMITÉE CHEZ LES CITOYENS, L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD EN RETRAIT

Connaissez-vous la notion de construction durable, ne serait-ce que de nom ?



● Oui, et je vois bien ce dont il s'agit ● Oui, mais je ne vois pas vraiment ce dont il s'agit ● Non, je n'en ai jamais entendu parler

Base : ensemble citoyens (27000 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).



À l'échelle mondiale, 82% des citoyens déclarent avoir entendu parler de la construction durable, mais seuls 38% disent "bien voir" de quoi il s'agit.

Cette connaissance varie fortement selon les régions, avec un net retard en Europe (31%) et en Amérique du Nord (26%), contrairement au reste du monde où la notion est mieux assimilée, notamment au Moyen-Orient (56%) et en Asie-Pacifique (48%).

Cette tendance se confirme au niveau des pays : dans six d'entre eux (Inde, EAU, Égypte, Arabie Saoudite, Vietnam et Brésil), plus d'un citoyen sur deux déclare « bien » appréhender le concept.

À l'inverse, les taux les plus faibles sont enregistrés au Royaume-Uni (24%), au Canada (22%) et en République tchèque (11%).

UNE COMPRÉHENSION DE LA CONSTRUCTION DURABLE TRÈS DISPARATE, LA RÉSILIENCE EN PROGRÈS DANS LES ZONES TOUCHÉES ET LA SANTÉ DES OCCUPANTS EN SECONDAIRE

➔ Parmi les définitions suivantes, lesquelles correspondent le mieux à la construction durable ? Des constructions...

		Evol.	AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
efficaces du point de vue énergétique	18% 35%	-7	34%	33%	42%	26%	36%	39%
qui utilisent des matériaux écologiques	16% 31%	=	25%	19%	48%	27%	33%	17%
visant à atteindre la neutralité carbone	17% 29%	-4	20%	35%	19%	22%	37%	21%
évolutives capables de s'adapter à de nouveaux usages	11% 22%	+4	23%	15%	16%	20%	23%	33%
capables de faire face aux aléas naturels et climatiques*	11% 21%	+8	35%	24%	17%	32%	13%	33%
visant à réduire les déchets de chantier	9% 19%	=	20%	23%	21%	26%	16%	16%
qui consomment moins de matières épuisables	9% 19%	=	15%	24%	13%	15%	23%	16%
qui favorisent le bien-être et la santé des occupants	7% 15%	=	17%	16%	16%	24%	12%	15%

● En premier ● Au total

Base : aux connaisseurs de la notion de construction durable - parties prenantes (4031 répondants) – deux réponses possibles

* Modalité ayant légèrement évolué.

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).



Pour les parties prenantes, la construction durable se définit avant tout par ses dimensions environnementales plutôt que sociales : l'efficacité énergétique des bâtiments arrive en tête des définitions retenues (35% en baisse de 7 points), suivie de l'usage de matériaux écologiques (31%, stable). Cet aspect se démarque particulièrement en Amérique latine (48%), où il arrive largement en tête.

La neutralité carbone occupe la troisième place à l'échelle mondiale (29%), mais se hisse au premier rang en Europe (37%).

Bien que la résilience face aux aléas climatiques reste une préoccupation secondaire à l'échelle globale, elle enregistre la plus forte progression depuis l'édition précédente, atteignant 21% (+8 points). L'importance de ce critère varie toutefois fortement selon les régions, arrivant en tête en Afrique (35%) et en Asie-Pacifique (32%), et à la deuxième place au Moyen-Orient (33%), sans doute en raison de l'exposition accrue de ces zones aux défis climatiques.

Enfin, la santé des occupants demeure en dernière position cette année (15%), une préoccupation encore marginale pour les parties prenantes.

POUR LES CITOYENS, LA DEFINITION DE LA CONSTRUCTION DURABLE EST AVANT TOUT LIEE A L'UTILISATION DE MATÉRIAUX ÉCOLOGIQUES ET A L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

➔ Parmi les définitions suivantes, lesquelles correspondent le mieux à la construction durable ? Des constructions...

		AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
qui utilisent des matériaux écologiques	21% 38%	19%	27%	57%	29%	46%	19%
efficaces du point de vue énergétique	17% 34%	25%	26%	29%	22%	43%	30%
capables de faire face aux aléas naturels et climatiques*	13% 23%	38%	20%	22%	34%	15%	31%
visant à atteindre la neutralité carbone	11% 22%	14%	27%	13%	20%	27%	20%
visant à réduire les déchets de chantier	10% 21%	25%	32%	21%	25%	15%	29%
qui consomment moins de matières épuisables	10% 20%	16%	27%	17%	18%	21%	20%
qui favorisent le bien-être et la santé des occupants	7% 15%	20%	14%	14%	23%	11%	18%
évolutives capables de s'adapter à de nouveaux usages	7% 14%	25%	11%	13%	19%	10%	20%

● En premier ● Au total

Base : citoyens connaisseurs de la notion de construction durable (22071 répondants) – deux réponses possibles

* Modalité ayant légèrement évolué.

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).



Parties prenantes et citoyens sont globalement alignés sur la définition qu'ils donnent de la construction durable, avec un duo de tête identique.

Pour les citoyens, la construction durable est avant tout associée à l'utilisation de matériaux écologiques (38%), un résultat porté par l'Amérique latine (57%) et l'Europe (46%). Les pays européens contribuent aussi au bon score de l'efficacité énergétique (34% au global, 43% en Europe).

Comme pour les parties prenantes, la résilience des bâtiments face aux aléas climatiques est une priorité pour les citoyens en Afrique (38%), en Asie-Pacifique (34%) et au Moyen-Orient (31%), sans doute en raison des défis climatiques déjà concrets dans ces régions.

Enfin, la santé et le bien-être des occupants ne sont pas perçus comme des composantes clés de la construction durable (15%).

L'URGENCE À AGIR PERDURE, MAIS DES AVIS CONTRASTÉS APPARAISSENT

➔ Pour vous, personnellement, diriez-vous que la mise en place de constructions plus durables est quelque chose de ... ?

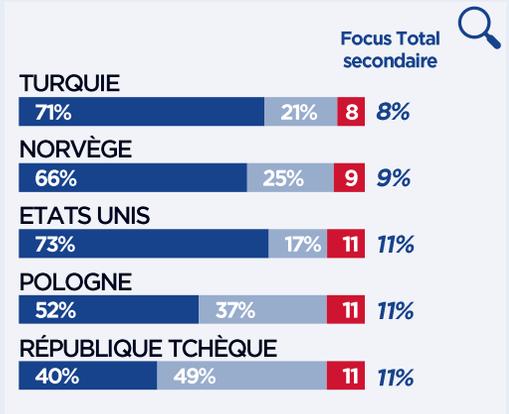
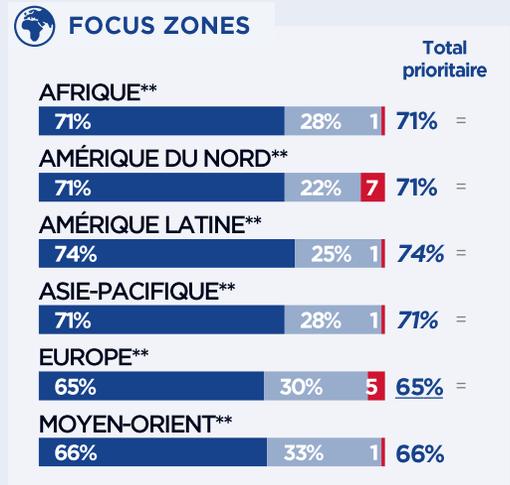
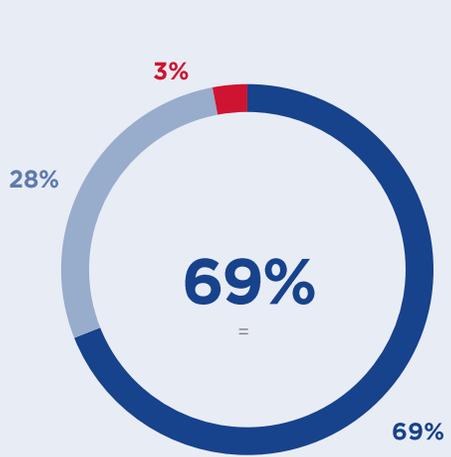


Pour près de 7 parties prenantes sur 10, la mise en place de constructions plus durables est une priorité, et 97% la jugent au moins importante, un chiffre en hausse de 2 points.

Si cette priorité est largement reconnue à l'échelle mondiale, elle atteint des niveaux plus élevés en Amérique latine, tandis qu'en Europe, l'urgence semble plus relative (65% de « prioritaire »).

Plus globalement, plusieurs pays d'Europe affichent des scores supérieurs à la moyenne mondiale sur l'item « secondaire » (Turquie, Norvège, Pologne, République tchèque), traduisant des avis plus contrastés.

Aux États-Unis, on observe également une double dynamique, avec des scores élevés à la fois sur les réponses « prioritaire » et sur la perception « secondaire » du sujet.



● Prioritaire ● Important mais pas prioritaire ● Secondaire

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

DES CITOYENS MOBILISÉS POUR LA CONSTRUCTION DURABLE, L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD ENCORE UNE FOIS EN RETRAIT

➔ Pour vous, personnellement, diriez-vous que la mise en place de constructions plus durables est quelque chose de ... ?

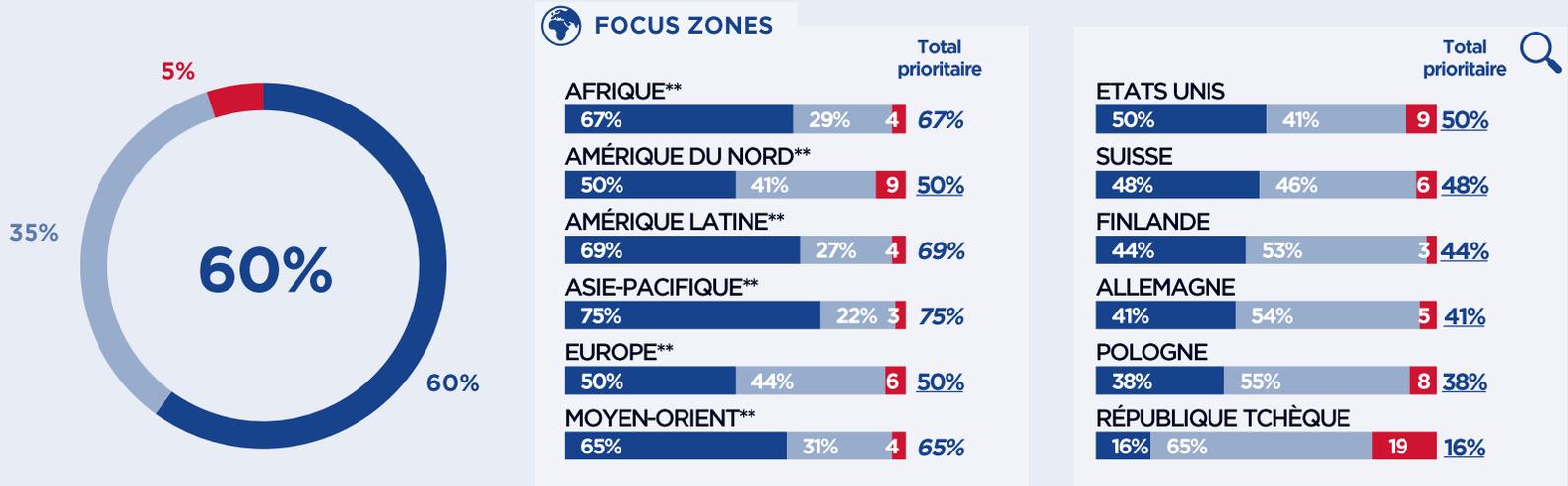


Une mobilisation des citoyens en ligne avec celle des parties prenantes : 60% des citoyens jugent prioritaire la mise en place de constructions plus durables, un score élevé.

Toutefois, comme chez les parties prenantes, ces résultats masquent de fortes disparités, l'Amérique du Nord et l'Europe étant en retrait (50% de « prioritaire » dans ces deux régions).

Tous les pays où ce taux est inférieur ou égal à 50% sont d'ailleurs situés dans ces deux zones : Etats-Unis (50%), Suisse (48%), Finlande (44%), Allemagne (41%), Pologne (38%) et République tchèque, très en retrait (16%).

Cette baisse, conjuguée aux tendances précédemment observées en Europe et en Amérique du Nord, pourrait-elle traduire une certaine « fatigue » face au sujet de la construction durable ?



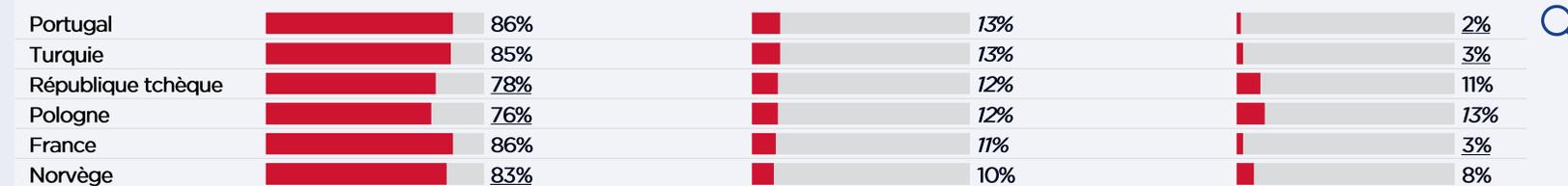
● Prioritaire ● Important mais pas prioritaire ● Secondaire

Base : ensemble citoyens (27000 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

ALLER PLUS LOIN OUI, MAIS UN ENTHOUSIASME INEGAL

➔ En matière de construction durable, diriez-vous qu'il faut... ?



Si une large majorité de répondants des parties prenantes (87%) estime qu'il faut aller plus loin en matière de construction durable, ce chiffre stagne par rapport à l'édition précédente.

Comme évoqué précédemment, ce manque de progression pourrait traduire une certaine lassitude face aux enjeux écologiques, notamment en Europe (en particulier Portugal, Turquie, République tchèque, Pologne et France). Un résultat qui invite à repositionner la construction durable comme une opportunité désirable plus qu'un impératif subi.

À l'inverse, l'Amérique latine se démarque par un engagement plus affirmé : 94% des répondants de la zone veulent aller plus loin sur le sujet de la construction durable.

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).



Objectifs et actions prioritaires

DES OBJECTIFS « VERTS » TOUJOURS DOMINANTS, DES BÉNÉFICIAIRES CITOYENS QUI RESTENT PERÇUS COMME TRÈS SECONDAIRES

 Selon vous, quel doit être le principal objectif de la construction durable ?

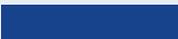


Les parties prenantes considèrent les objectifs environnementaux comme largement prioritaires dans la construction durable : 39% placent en tête la protection de l'environnement (en légère hausse), suivie par la lutte contre le changement climatique (22%).

Les enjeux économiques arrivent loin derrière : 15% des répondants estiment que l'objectif principal est la réduction des dépenses énergétiques, et seulement 5% citent la baisse des coûts.

Seuls 7% mentionnent « la santé des habitants » (en légère baisse), un constat observé à l'échelle mondiale.

Ce déséquilibre souligne le potentiel enjeu à aborder la construction durable à travers une approche plus centrée sur les besoins fondamentaux des citoyens : santé, sécurité, confort et économies.

		Evol.	AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
La protection de l'environnement	 39%	+4	38%	32%	50%	41%	34%	49%
La lutte contre le changement climatique	 22%	=	18%	26%	22%	15%	26%	14%
La réduction des dépenses énergétiques	 15%	=	15%	12%	12%	14%	18%	14%
L'adaptation des bâtiments aux aléas naturels et climatiques	 12%	+7	18%	13%	7%	18%	9%	15%
La santé des habitants	 7%	-3	8%	8%	5%	6%	8%	7%
Des coûts plus abordables	 5%	-6	4%	10%	3%	6%	6%	2%

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

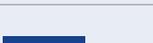
COMPÉTITIVITÉ DES SOLUTIONS DURABLES ET SENSIBILISATION DU PUBLIC, DES ENJEUX FORTS

 Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable ?



Un répondant sur trois chez les parties prenantes considère que renforcer la compétitivité des solutions durables et sensibiliser le grand public sont des priorités pour accélérer le développement de la construction durable.

Fait notable, la sensibilisation du grand public arrive en tête des priorités en Afrique (43%), au Moyen-Orient (48%) et en Asie-Pacifique (39%), alors même que ces régions affichent déjà les niveaux de sensibilisation les plus élevés à la construction durable chez les citoyens (44% des citoyens en Afrique, 48% en Asie-Pacifique et 56% au Moyen-Orient déclarent « bien voir » de quoi il s'agit, des scores supérieurs à la moyenne mondiale).

		Evol.	AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
Améliorer la compétitivité des matériaux, produits et solutions durables	 33%	=	39%	34%	30%	32%	33%	38%
Sensibiliser davantage le grand public aux enjeux de la construction durable	 32%	=	43%	28%	38%	39%	<u>24%</u>	48%
Sensibiliser davantage (les) parties prenantes et renforcer leur collaboration	 31%	+5	33%	33%	35%	33%	<u>27%</u>	37%
Privilégier les biomatériaux aux matériaux conventionnels*	 28%	+8	32%	26%	27%	36%	<u>26%</u>	26%
Rendre plus visible et transparente la performance durable des constructions	 26%	+7	32%	25%	25%	30%	<u>21%</u>	39%
Proposer de nouvelles solutions innovantes	 22%	=	27%	<u>16%</u>	23%	23%	<u>19%</u>	33%
Former davantage les professionnels	 21%	=	<u>17%</u>	25%	26%	20%	22%	<u>6%</u>
Rénover l'existant	 18%	=	<u>12%</u>	19%	<u>7%</u>	<u>12%</u>	26%	<u>13%</u>

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) – plusieurs réponses hiérarchisées possibles

* Modalité ayant légèrement évolué.

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

LES INITIATIVES PUBLIQUES, EN BERNE CHEZ LES PARTIES PRENANTES

 Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable ?



De manière similaire à l'année dernière, les initiatives publiques (aides publiques, réglementation) arrivent en bas de classement des actions prioritaires à mener pour accélérer la construction durable.

Les parties prenantes semblent ainsi encore percevoir les initiatives publiques davantage comme des contraintes que comme des leviers d'accélération.

Quelques différences intéressantes à noter en fonction des régions :

- Les Européens sont davantage demandeurs d'aides publiques à destination des particuliers par rapport à la moyenne internationale (13% vs. 10%) ;
- L'habitat collectif est davantage perçu comme une action prioritaire en Asie-Pacifique qu'ailleurs (10% vs. 6% au global) ;
- Les répondants d'Amérique Latine demandent plus que les autres davantage de réglementations (20% vs. 12% au global).

		Evol.	AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
Aller vers plus de réglementations	12%	-3	<u>8%</u>	18%	20%	12%	<u>10%</u>	<u>8%</u>
Mettre en place des réglementations en faveur [...] de la rénovation énergétique*	11%	=	-	-	-	-	24%	-
Augmenter les aides publiques en faveur des professionnels	10%	=	11%	9%	10%	12%	10%	10%
Augmenter les aides publiques en faveur des particuliers	10%	-3	9%	10%	<u>7%</u>	<u>8%</u>	13%	<u>7%</u>
Favoriser l'habitat collectif	6%	=	6%	9%	6%	10%	<u>5%</u>	5%
Simplifier les rôles des labels et certifications	6%	=	6%	7%	<u>4%</u>	7%	6%	5%
Aller vers moins de réglementations	5%	-2	<u>3%</u>	8%	5%	5%	7%	<u>1%</u>

COMPÉTITIVITÉ DES SOLUTIONS DURABLES ET SENSIBILISATION DU PUBLIC, DES ENJEUX FORTS

➔ Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable ?

		AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
Améliorer la compétitivité des matériaux, produits et solutions durables	32%	<u>29%</u>	34%	36%	39%	<u>29%</u>	33%
Sensibiliser davantage le grand public aux enjeux de la construction durable	30%	40%	<u>25%</u>	38%	38%	<u>22%</u>	36%
Privilégier les biomatériaux [...] aux matériaux conventionnels*	30%	<u>28%</u>	28%	30%	39%	<u>27%</u>	30%
Rendre plus visible et transparente la performance durable des constructions	26%	29%	26%	28%	35%	<u>21%</u>	30%
Proposer de nouvelles solutions innovantes	22%	24%	<u>17%</u>	26%	<u>19%</u>	22%	21%
Sensibiliser davantage (les) parties prenantes et renforcer leur collaboration	20%	29%	<u>18%</u>	28%	22%	<u>14%</u>	25%
Rénover l'existant	19%	<u>16%</u>	20%	<u>11%</u>	<u>11%</u>	25%	<u>15%</u>
Former davantage les professionnels	14%	17%	14%	17%	<u>13%</u>	14%	<u>11%</u>



Les citoyens et les parties prenantes classent de manière relativement similaire les actions à mettre en place pour accélérer la construction durable. Parmi les priorités communes figurent ainsi la compétitivité des solutions durables (32% vs. 33%), la sensibilisation du grand public (30% vs. 32%) et la promotion des biomatériaux (30% vs. 28%).

On notera en revanche que les actions qui impliquent directement les parties prenantes (sensibilisation des parties prenantes et formation des professionnels) obtiennent des scores plus élevés chez ces dernières et émergent moins chez les citoyens.

La rénovation est perçue comme une action prioritaire principalement en Europe (25% des citoyens), un résultat cohérent avec un parc immobilier déjà fortement construit et établi.

TOUT COMME POUR LES PARTIES PRENANTES, LES INITIATIVES PUBLIQUES PEINENT À S'IMPOSER CHEZ LES CITOYENS

 Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable ?



Comme pour les parties prenantes, les citoyens placent les initiatives publiques (aides publiques et réglementation) en bas de la liste des actions prioritaires pour accélérer la construction durable.

Quelques nuances selon les régions, similaires à celles constatées chez les parties prenantes :

- les Européens sont plus demandeurs d'aides publiques à destination des particuliers que la moyenne mondiale (16% vs. 14%) ;
- Les répondants d'Amérique latine réclament davantage de réglementations que les autres (12% vs. 9% au global).

Ces résultats confirment que, tant pour les citoyens que pour les parties prenantes, la transition du secteur n'est pas perçue comme reposant prioritairement sur l'appui des initiatives publiques, encore largement associées à des freins réglementaires.

		AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
Augmenter les aides publiques en faveur des particuliers	14%	15%	14%	9%	8%	16%	14%
Augmenter les aides publiques en faveur des professionnels	10%	12%	9%	9%	8%	10%	12%
Mettre en place des réglementations en faveur [...] de la rénovation énergétique*	9%	-	-	-	-	21%	-
Aller vers plus de réglementations	9%	6%	11%	12%	8%	8%	10%
Favoriser l'habitat collectif	8%	10%	12%	7%	7%	8%	9%
Simplifier les rôles des labels et certifications	7%	6%	8%	5%	7%	7%	8%
Aller vers moins de réglementations	6%	4%	8%	5%	3%	8%	5%

ARCHITECTES, BUREAUX D'INGÉNIERIE ET ENTREPRISES PRIVÉES SONT LES ACTEURS ADOUBÉS DE LA TRANSITION

➔ Parmi les acteurs suivants, lesquels sont, selon vous, les plus légitimes pour faire avancer la construction durable ?

		Evol.	AFRIQUE**	AMÉRIQUE DU NORD**	AMÉRIQUE LATINE**	ASIE-PACIFIQUE**	EUROPE**	MOYEN-ORIENT**
Les architectes et bureaux d'ingénierie	56%	=	67%	54%	<u>46%</u>	55%	55%	75%
Les entreprises privées des secteurs de la construction et du bâtiment	44%	=	47%	<u>36%</u>	55%	<u>39%</u>	<u>41%</u>	48%
Les institutions publiques	35%	=	<u>28%</u>	<u>22%</u>	42%	<u>25%</u>	41%	31%
Les élus	18%	*	<u>15%</u>	33%	<u>6%</u>	23%	21%	<u>3%</u>
Les citoyens	17%	=	18%	19%	22%	21%	<u>14%</u>	18%
Les associations	12%	+3	<u>10%</u>	12%	12%	22%	<u>10%</u>	9%
Les artisans	7%	+2	6%	13%	5%	6%	7%	5%



Les acteurs de la phase de conception, positionnés en amont de la chaîne de valeur, sont perçus comme le moteur essentiel de la construction durable : 56% des parties prenantes considèrent les architectes et bureaux d'ingénierie comme les acteurs les plus légitimes pour faire avancer cette transition, suivis par les entreprises privées du secteur (44%).

Les dynamiques varient selon les régions :

- En Amérique latine, les entreprises privées arrivent en première position (55%).
- En Afrique (67%) et au Moyen-Orient (75%), ce sont les architectes et bureaux d'ingénierie.
- En Europe, les institutions publiques se démarquent (41% vs. 35% au global).
- En Amérique du Nord, les élus sont mieux perçus, mais les institutions publiques restent en retrait (22%).
- En Asie-Pacifique, les associations jouent un rôle clé (22%).

Les artisans, en revanche, sont les moins cités (7%).

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) – deux réponses possibles

*Evolution sur les élus non présentée du fait de changements méthodologiques

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

LA CONSTRUCTION DURABLE, UNE ACTIVITE LÉGÈREMENT DÉLAISSÉE ACTUELLEMENT, MAIS TOUJOURS INCONTOURNABLE À L'AVENIR, NOTAMMENT EN ASIE-PACIFIQUE, AFRIQUE ET AU MOYEN-ORIENT

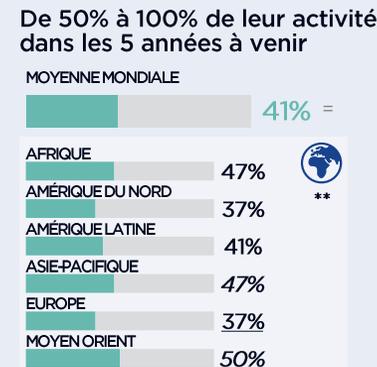
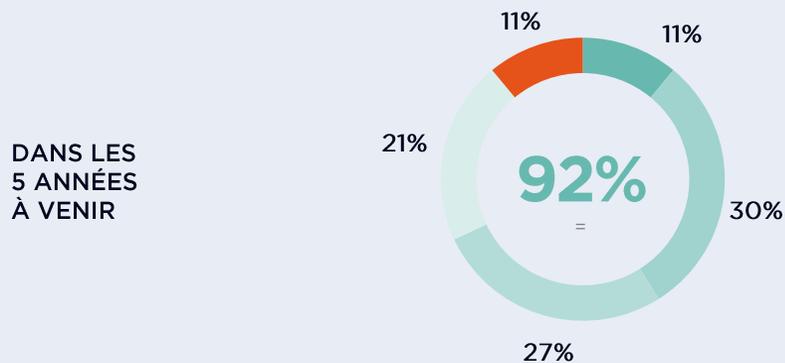
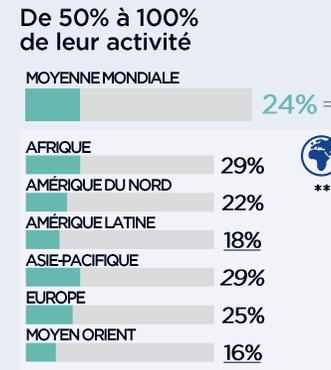
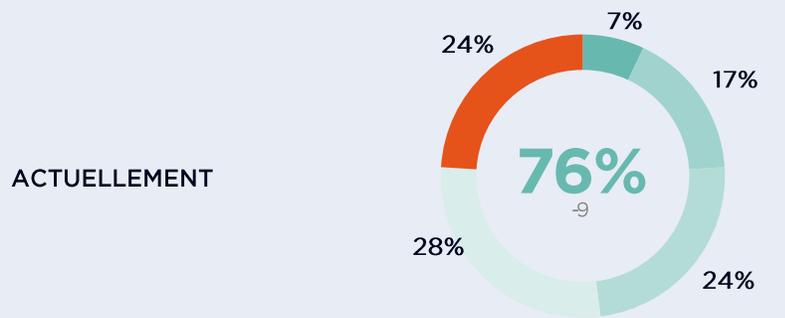
↑ Avez-vous toute ou une partie de votre activité qui s'inscrit dans le domaine de la construction durable ? Et dans les 5 prochaines années ?



Si 76% des professionnels exercent tout ou partie de leur activité dans la construction durable, ce chiffre a chuté de 9 points depuis l'édition précédente, sans doute en raison du ralentissement économique de 2024.

Cependant, ce repli semble conjoncturel ; la construction durable restant une perspective incontournable : 92% des professionnels envisagent de l'intégrer dans les cinq prochaines années.

L'engagement varie toutefois selon les régions. En Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, les professionnels restent investis et comptent intensifier leurs efforts : 47%, 50% et 47% prévoient d'y consacrer au moins 50% de leur activité d'ici cinq ans, contre seulement 37% en Europe et en Amérique du Nord.



● Toute votre activité ● Plus de 50% de votre activité ● Entre 25% et 50% de votre activité
 ● Moins de 25% de votre activité ● Aucune activité dans le domaine de la construction durable

Base : professionnels (1350 répondants) – une seule réponse possible

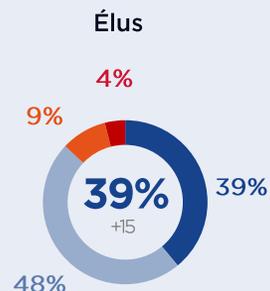
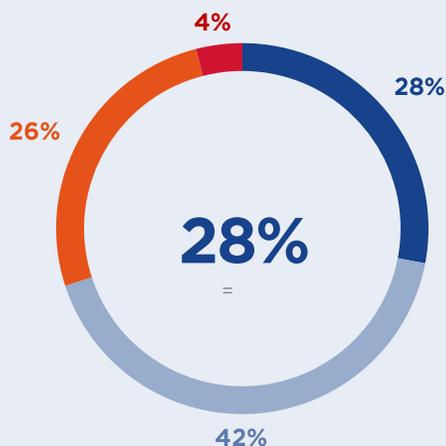
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

**Information et
formation**

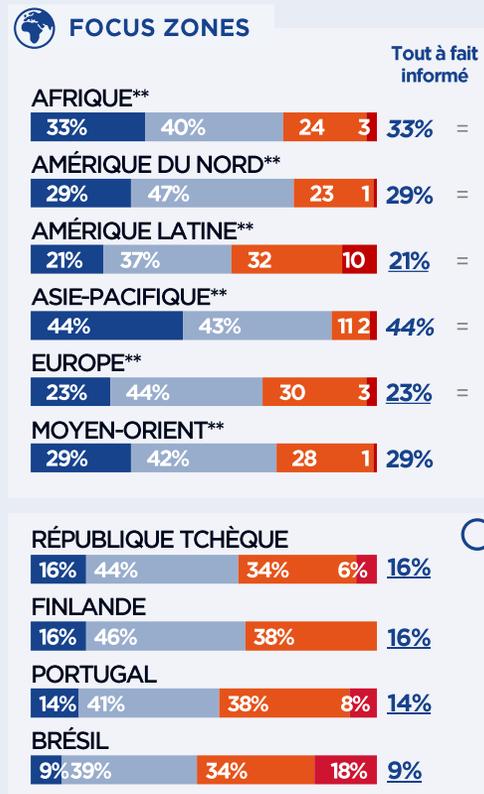


UN NIVEAU D'INFORMATION STABLE MAIS INSUFFISANT ?

Vous sentez-vous suffisamment informé(e) sur le sujet de la construction durable ?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout



Si 70% des répondants se disent informés sur la construction durable, seuls 28% se considèrent « tout à fait » informés sur le sujet.

Si, au niveau des zones, le niveau d'information reste stable, quelques pays sont davantage en retrait :

- En Europe : Portugal (14%), Finlande (16%), République tchèque (16%).
- En Amérique latine : le Brésil (9%).

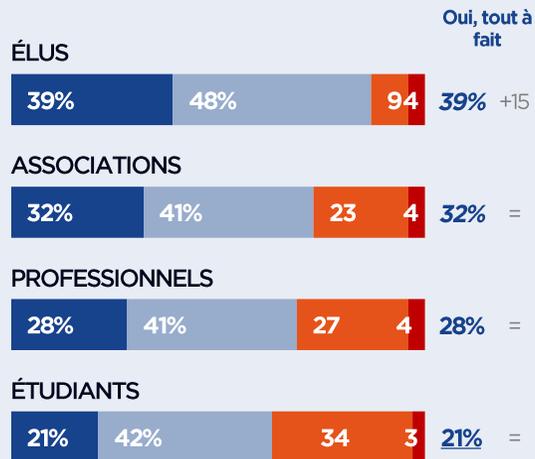
Bien que le sentiment d'information reste stable globalement, il affiche une nette progression chez les élus, avec une hausse de +15 points par rapport à l'édition précédente.

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 4).

INFORMER, MAIS SURTOUT FORMER

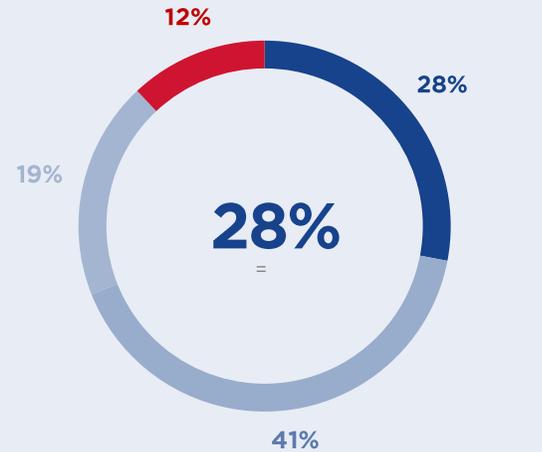
➔ Vous sentez-vous suffisamment informé(e) sur le sujet de la construction durable ?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt
● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout

Base : ensemble parties prenantes (4320 répondants) - une seule réponse possible

➔ Dans le cadre de votre formation, bénéficiez-vous d'enseignements sur le sujet de la construction durable ?



● Oui, régulièrement ● Oui, de temps en temps
● Oui, mais rarement ● Non, pas du tout

Base : étudiants (1350 répondants) - une seule réponse possible



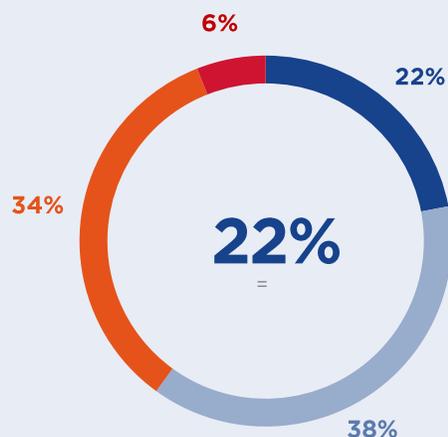
Les étudiants restent la population qui se sent la moins informée sur la construction durable : seuls 21% se considèrent « tout à fait » informés sur le sujet (stable). Ce manque de connaissance peut constituer un frein à l'évolution du secteur, alors même que ces futurs professionnels joueront un rôle clé dans sa transformation.

Pour faire véritablement évoluer la construction durable, il ne suffit pas de sensibiliser, il faut aussi transmettre les compétences nécessaires à sa mise en œuvre. Or, la formation reste insuffisante : seuls 28% des étudiants bénéficient d'un enseignement régulier sur le sujet, un niveau qui peine à progresser.

L'enjeu est donc de taille : intégrer davantage ces thématiques dans les cursus académiques permettrait d'accélérer la transition en transformant le savoir en savoir-faire.

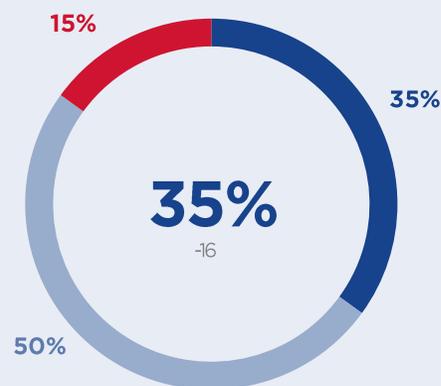
UNE FORMATION DES PROFESSIONNELS ENCORE AMÉLIORABLE

➤ Vous sentez-vous suffisamment formé(e) sur le sujet de la construction durable ?



● Oui, tout à fait
● Oui, plutôt
● Non, pas vraiment
● Non, pas du tout

➤ Avez-vous bénéficié d'une formation sur le sujet de la construction durable ?



● Oui
● Non, mais j'ai l'intention d'en suivre une
● Non, et je n'ai pas l'intention d'en suivre une



Autre signe du retard de la formation face aux défis de la construction durable : seuls 22% des professionnels estiment être pleinement formés sur le sujet, et à peine 35% ont déjà suivi une formation spécifique, un résultat plutôt faible et en baisse.

Si la prise de conscience semble réelle, avec 50% déclarant vouloir se former, cette intention ne se traduit pas encore en actions concrètes. Une montée en compétence effective devrait permettre au secteur d'accélérer sa transition vers des pratiques plus durables.

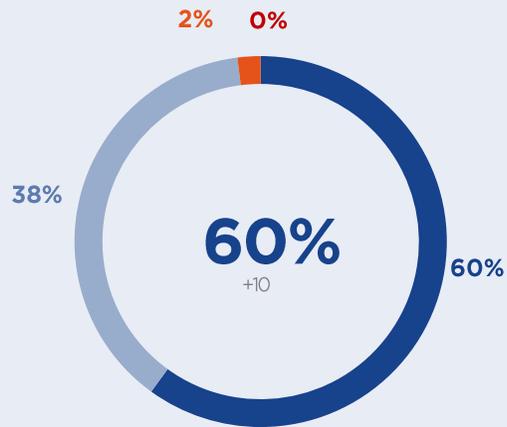
Renforcer l'accès aux formations adaptées, qu'elles soient initiales ou continues, apparaît donc comme un enjeu prioritaire pour permettre aux professionnels d'acquérir les savoir-faire nécessaires et transformer la volonté en engagement réel.



Engagements concrets des parties prenantes

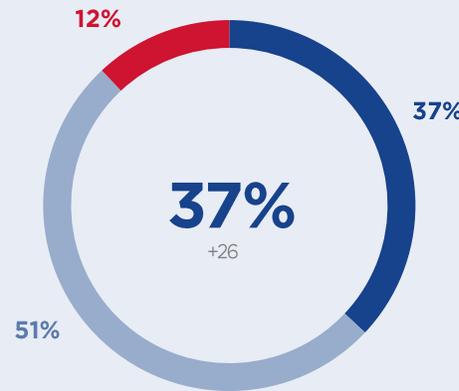
LA CONSTRUCTION DURABLE, UN CRITÈRE TOUJOURS PLUS IMPORTANT POUR LES ÉLUS

➔ Aujourd'hui en tant qu'élu(e), par rapport à des projets de construction, la dimension durable est-elle un critère important ou pas important parmi les critères d'attribution des marchés publics ?



● Très important ● Assez important
● Pas vraiment important ● Pas du tout important

➔ Vous, personnellement, êtes-vous prêt(e) à exclure des marchés publics du bâtiment / de la construction des projets qui ne prendraient pas en compte des modes de construction durable ?



● Oui, je l'ai déjà fait
● Oui, je vais le faire
● Non



6 élus sur 10 estiment que la dimension durable est un critère très important dans les critères d'attribution des marchés publics dans les projets de construction, un score en hausse de 10 points par rapport à la dernière vague.

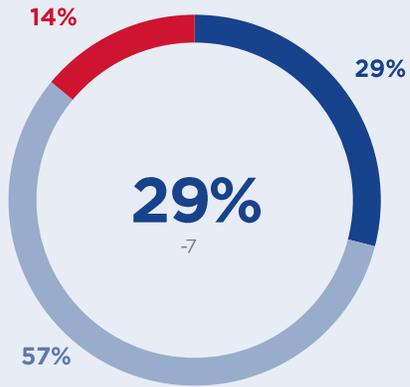
4 élus sur 10 (37%) ont déjà exclu des marchés publics les projets ne prenant pas en compte la construction durable, un score en nette hausse.

Il est intéressant de noter que parmi les élus qui perçoivent la mise en place de constructions plus durables comme prioritaire, 44% (vs 37% de l'ensemble) ont déjà exclu des marchés publics des projets qui ne prendraient pas en compte des modes de construction durable.

Ces chiffres encouragent à fédérer toujours plus l'ensemble des parties prenantes dans la transition du secteur.

DES PROFESSIONNELS QUI PEINENT A APPLIQUER CONCRÈTEMENT DES PRATIQUES PLUS DURABLES SUR LEURS CHANTIERS

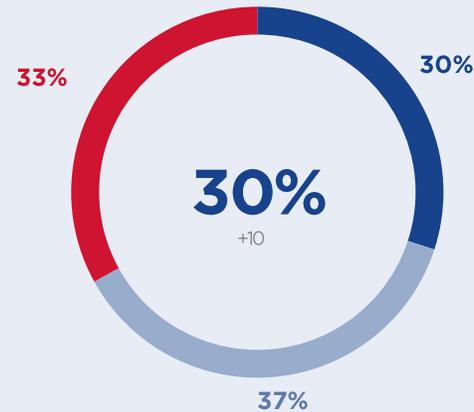
➔ Êtes-vous prêt(e) à réaliser davantage de chantiers qui prennent en compte la construction durable ?



- Oui, je l'ai déjà fait
- Oui, je vais le faire
- Non

Base : professionnels (1350 répondants) - une seule réponse possible

➔ Évaluez-vous l'empreinte carbone de vos projets de construction durable ?



- Oui, systématiquement
- Oui, mais seulement de temps en temps
- Non, jamais

Base : professionnels qui ont une activité dans la construction durable (1030 répondants) - une seule réponse possible

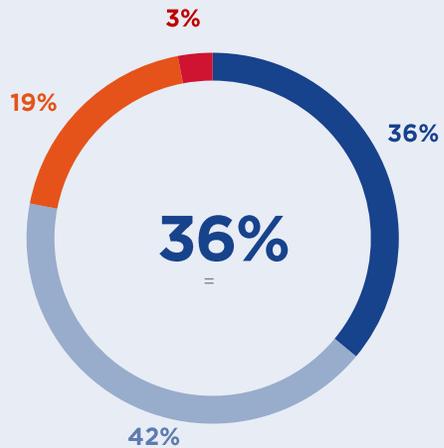


29% des professionnels ont déjà réalisé des chantiers qui prennent en compte la construction durable, un score en baisse par rapport à l'édition précédente.

De plus, si 67% des professionnels évaluent l'empreinte carbone de leur projet de construction, seuls 30% le font systématiquement, un résultat qui progresse mais une pratique qui reste minoritaire.

DES ÉTUDIANTS POUR QUI IL EST DIFFICILE DE S'ENGAGER PLEINEMENT DANS LA CONSTRUCTION DURABLE

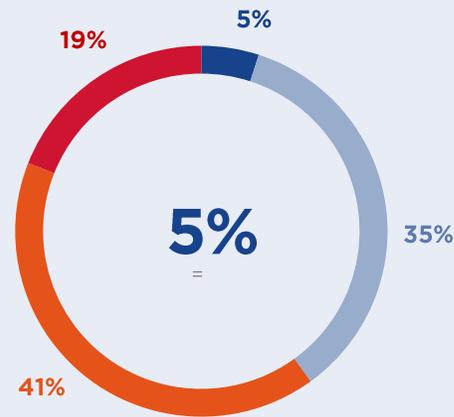
➤ Selon vous, votre formation dans le domaine de la construction durable est-elle un critère différenciant pour obtenir un emploi ?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt
● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout

Base : étudiants qui bénéficient d'enseignements sur le sujet de la construction durable (1192 répondants) - une seule réponse possible

➤ Vous, personnellement, êtes-vous prêt(e) à accepter une offre d'emploi dans une entreprise qui n'est pas investie dans la construction durable ?



● Non, pas du tout ● Non, pas vraiment
● Oui, plutôt ● Oui, tout à fait

Base : étudiants (1350 répondants) - une seule réponse possible



Un peu plus d'un étudiant sur trois (36%) estime que sa formation dans le domaine de la construction durable est un critère différenciant pour obtenir un emploi, un résultat stable par rapport à l'édition précédente.

Cependant, si la construction durable est selon eux un critère distinctif sur le marché, seuls 5% d'entre eux refuseraient catégoriquement une offre d'emploi d'une entreprise qui n'est pas investie dans la construction durable.

UN APPEL AU BOYCOTT TOUJOURS ENVISAGÉ... MAIS PEU MIS EN OEUVRE PAR LES ASSOCIATIONS

Vous, personnellement, êtes-vous prêt(e) à appeler au boycott des entreprises du bâtiment/de la construction qui ne font pas suffisamment d'efforts pour construire plus durablement ?



Base : associations (1080 répondants) - une seule réponse possible



Enfin, du côté des associations, l'absence d'engagement dans la construction durable est vue comme un élément rédhibitoire : 3 répondants sur 4 se disent ainsi prêts à appeler au boycott des entreprises du bâtiment et de la construction qui ne font pas suffisamment d'efforts en matière de construction durable.

Pendant notons que seules 24% des associations ont déjà effectivement appelé au boycott, témoignant d'un écart encore fort entre intentions et actions.



Annexe
Étude
qualitative
France

Focus sur
l'adaptation du bâti
au dérèglement
climatique

Méthodologie

En complément de l’étude quantitative internationale, et afin d’approfondir l’enjeu de l’adaptation du bâti au dérèglement climatique en France, **cette étude qualitative prend le pouls des perceptions des acteurs français du secteur, pour en tirer des grandes tendances et propositions d’analyses.**

Cette enquête a été réalisée par le cabinet d’études Occurrence-Ifop entre le 19 novembre 2024 et le 18 décembre 2024 au cours de 20 entretiens, réalisés en France auprès de :



Mode de recueil :

-  Entretiens d’une durée de 30 à 60 minutes (45 minutes en moyenne)
-  en visioconférence ou par téléphone

DE LA PRISE DE CONSCIENCE À L'URGENCE D'AGIR FACE À DES ALÉAS DE PLUS EN PLUS VISIBLES

Alors que l'adaptation était un sujet marginal il y a encore deux ans, elle est désormais une nécessité reconnue par l'ensemble des acteurs du secteur, qui prennent conscience de l'urgence d'agir.

L'ADAPTATION DU BÂTI AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE EN TRAIN D'ÉMERGER, FACE À UNE DÉCARBONATION DÉJÀ BIEN ANCRÉE

Le secteur de la construction se montre de plus en plus mature sur les enjeux d'économie d'énergie et de décarbonation, désormais au cœur des stratégies des acteurs.

L'adaptation du bâti au dérèglement climatique s'ajoute à ces impératifs : les professionnels du secteur attendent des réponses tangibles et explorent activement des pistes de solutions.

UN NOUVEAU DÉFI DANS UNE CONSTRUCTION DÉJÀ SOUS FORTE CONTRAINTE

Les exigences en matière de qualité des bâtiments ne cessent de se renforcer : à la solidité, à la sécurité incendie, et aux critères environnementaux récents viennent se greffer des enjeux climatiques et de confort des occupants.

L'adaptation s'inscrit dans les multiples exigences du secteur, redéfinissant ses standards et imposant une approche plus intégrée de la qualité du bâti.

L'intensification des aléas climatiques : un défi croissant pour l'usage des bâtiments et la gestion des territoires

Les risques climatiques deviennent de plus en plus fréquents et imprévisibles, marqués par **une amplification, une intensification et une variabilité accrue**.

Parmi les principaux enjeux : l'**élévation des températures** qui impacte le **confort thermique des bâtiments** et le bien-être des occupants, l'augmentation des **événements climatiques extrêmes** (précipitations, sécheresses, tempêtes) qui met sous pression les infrastructures et réseaux urbains, entraînant une **saturation des systèmes existants**, la nécessité d'adapter la **planification urbaine** et la gestion des îlots de chaleur pour limiter l'impact du réchauffement.

Les vagues de chaleur comptent parmi les préoccupations majeures, et les inondations, tempêtes et sécheresses, dont l'impact varie selon les territoires, figurent parmi les aléas les plus dévastateurs pour le bâti. À l'inverse, les vagues de froid inquiètent moins les acteurs interrogés, qui les perçoivent davantage sous l'angle de l'isolation, de la décarbonation et de l'efficacité énergétique, plutôt que comme un risque climatique à part entière.



« En matière d'évolution des pluies, même à une faible échelle de 10 ans, on se rend compte que les événements sont de plus en plus importants et récurrents, avec des systèmes qui ne sont pas adaptés et des réseaux qui saturent. »
(Établissement public d'aménagement)



Des conditions de travail sous pression face à l'intensification des aléas climatiques

L'adaptation au changement climatique impacte directement les professionnels du bâtiment, confrontés à **des conditions de travail de plus en plus difficiles sur les chantiers** : des précipitations plus intenses et soudaines qui perturbent l'organisation des travaux et augmentent les risques pour les travailleurs, l'augmentation des températures et des épisodes de chaleur extrême qui exposent les ouvriers à des risques sanitaires accrus.

La **reconnaissance du risque chaleur** devient un enjeu aussi critique que les intempéries.



« Dans notre métier, on doit s'adapter à des précipitations plus intenses et des coups de vent beaucoup plus rapides, en termes de rapidité de survenue de la tempête. »

(Artisan)



« On voit à travers nos statistiques qu'on a de plus en plus de malaises dans les accidents mortels [sur les chantiers]. C'est vraiment nouveau : la prise en compte du risque chaleur comme une intempérie. »

(Organisme de prévention)



Face à cette intensification des risques, une évolution des pratiques encore balbutiante

Les projets actuels des Établissements publics d'aménagement et des promoteurs intègrent de plus en plus le risque climatique d'après les interrogés, notamment en réponse aux défis des fortes chaleurs et des inondations. La priorité est donnée à **une conception résiliente et une approche low-tech**, le Plan Girometti-Leclerc* étant fréquemment cité comme une référence pour améliorer le confort d'été (double orientation, protection solaire passive, espaces extérieurs végétalisés, etc.)

Par ailleurs, **la végétalisation et la renaturation jouent un rôle clé** dans le réaménagement des quartiers et centres-villes, **contribuant à atténuer les effets des îlots de chaleur.**

Toutefois, l'adaptation du bâti en est encore à ses prémices : ces efforts concernent essentiellement certaines constructions neuves et ciblent avant tout la chaleur et les inondations. De nombreuses solutions restent à l'étude chez les acteurs interrogés. Enfin, l'enjeu majeur de la rénovation du bâti existant reste à adresser.



« On est en train d'inventer les instruments de régulation en même temps que de généraliser les technologies et en même temps de changer les comportements. »
(Universitaire)



« On regarde l'îlot, c'est la renaturation de nos espaces qui est engagée pour limiter les effets de chaleur urbains. »
(Promoteur)



« On évite l'installation de clim dans le neuf que l'on produit. On n'est pas trop dans des solutions technologiques mais plutôt dans une approche low-tech. On regarde l'orientation du bâtiment, les brise-soleils, l'ombre portée. »
(Établissement public d'aménagement)



« Aujourd'hui, c'est 40% de végétal, 60% de minéral. Dans cette optique de confort urbain et d'adaptation aux risques de forte chaleur, on va inverser ça en conservant les arbres existants et en travaillant les niveaux de végétation. »
(Établissement public d'aménagement)

* Le Plan Girometti-Leclerc, présenté en 2021, est un référentiel visant à améliorer la qualité des logements neufs en France.

La réglementation, perçue à la fois comme un catalyseur et un frein, nécessite plus d'accompagnement

Tous les acteurs s'accordent sur la nécessité d'une régulation contraignante pour favoriser l'adaptation du bâti aux aléas climatiques. Toutefois, **ces réglementations sont jugées inadaptées ou lacunaires.**

Le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNAAC)*, perçu comme trop général et peu opérationnel, ne répond pas pleinement aux attentes opérationnelles des promoteurs, qui soulignent également la complexité qu'il représente pour les PME.

Par ailleurs, la réglementation est perçue comme lacunaire sur l'identification des zones à risque, en particulier la construction en zones inondables.

Un manque d'harmonisation entre les politiques locales et nationales complique également l'implémentation de solutions adaptées.

Enfin, les acteurs privés (promoteurs, opérateurs) alertent sur l'importance d'une visibilité à long terme et **s'inquiètent de la capacité de la réglementation à réellement anticiper les risques.**



« Il nous faut de la certification, de la labellisation et de la réglementation. Et le DPE (diagnostic de performance énergétique) a été un formidable outil. »

(Organisme technique)



« [Concernant le PNAAC] j'essaie de comprendre, mais sur la traduction pratico-pratique des exigences climatiques, je suis paumé. »

(Promoteur)



« Jusqu'où faut-il aller dans le renforcement des fondations ? On peut doubler la profondeur des fondations... mais quel est le bon niveau d'anticipation ? »

(Promoteur)

*Le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNAAC) définit la stratégie de la France pour anticiper et limiter les impacts du changement climatique.

Compétitivité et adaptation climatique : une équation encore non résolue

L'adaptation du bâti au dérèglement climatique est perçue comme une nécessité, mais aussi comme une contrainte technique et économique. Elle peine à être considérée comme un levier de compétitivité par les acteurs du secteur.

Dans un contexte économique tendu, PME, artisans et promoteurs adoptent une approche à court terme, cherchant avant tout la rentabilité immédiate. **Les solutions d'adaptation sont souvent perçues comme un surcoût plutôt que comme un investissement.**

Les promoteurs fonctionnent sur des cycles d'investissement rapides et des projets ponctuels, contrairement aux aménageurs publics, qui adoptent une vision foncière de long terme (25 à 30 ans).



« Les gens ne se projettent déjà pas sur 10-15 ans pour leur logement, alors leur demander d'imaginer l'impact du climat en 2050... Dire que Paris aura le climat de Montpellier dans 20 ans ? Personne n' imagine ça. »

(Promoteur)



« Dans le métier de la construction neuve, on nous met des critères de délai et de prix qui sont intenable, pour faire des travaux de qualité. »

(Artisan)



« Si demain, on augmente le prix des maisons de 30%, combien de clients vont pouvoir suivre ? »

(Promoteur)



« La maîtrise des coûts dans le bâtiment est un sujet ultra-sensible. Si vous posez la question, vous perdez votre interlocuteur... »

(Organisme technique)



« Adapter le bâti, c'est un investissement énorme et on n'a pas encore les outils pour chiffrer précisément ces coûts. »

(Promoteur)



Un intérêt limité des Français pour l'adaptation climatique, faute de bénéfices immédiatement visibles, selon les acteurs du secteur

Dans un contexte inflationniste, les rénovations énergétiques sont perçues comme étant prioritaires, la crise énergétique et la flambée des prix de l'électricité ayant accéléré la prise de conscience sur l'efficacité énergétique des bâtiments.

Selon les promoteurs et artisans, les acheteurs se concentrent avant tout sur leur confort immédiat et la rentabilité énergétique, en privilégiant des logements moins énergivores pour réduire leurs factures. L'impact du changement climatique sur leur habitat est encore peu anticipé.

Contrairement à la rénovation énergétique dont les bénéfices sont immédiats en termes d'économies d'énergie, l'adaptation climatique reste moins tangible à court terme et suscite peu de demande. Elle est souvent vue comme un **coût supplémentaire difficile à justifier.**

À ce jour, l'adaptation climatique semble moins mobilisatrice que la performance énergétique, aussi bien pour les professionnels que pour les citoyens (selon les professionnels). Cette moindre adhésion s'explique par l'**absence d'incitations claires et le manque de retours d'expérience convaincants** (voir Baromètre de la construction durable 2024).



« Aujourd'hui, le marché n'est pas mûr pour payer plus cher des solutions qu'il ne perçoit pas comme un bénéfice immédiat. »

(Promoteur)



« Les clients veulent faire des économies d'énergie, mais au-delà, il n'y a pas d'appétence particulière pour aller plus loin. »

(Promoteur)



« Contrairement aux économies d'énergie, l'adaptation ne rapporte pas immédiatement. C'est une logique de gestion des risques. »

(Promoteur)



« On ne peut pas obliger les gens à réhabiliter leur logement, mais on peut les inciter avec des aides adaptées. »

(Elu local)

Autres freins identifiés à l'adaptation du bâti au dérèglement climatique

1 Le défi majeur de la rénovation avec 80% du bâti déjà construit



« Les passoires thermiques ? 50% des bâtiments parisiens sont haussmanniens. Impossible de toucher aux façades, donc comment on fait ? »

(Promoteur)

2 Un tabou autour des coûts de la qualité



« La non-qualité coûte 10 % du chiffre d'affaires du secteur. Mais personne ne veut parler des coûts réels de la qualité, c'est un tabou. »

(Organisme technique)

3 Un manque de coordination entre les différents corps de métier



« Sur les retraits-gonflements d'argiles, les ingénieurs structures interviennent sans lien avec les experts du sol, ce qui limite l'efficacité des solutions mises en place. »

(Promoteur)

4 Une assurance qui pèse de plus en plus lourd

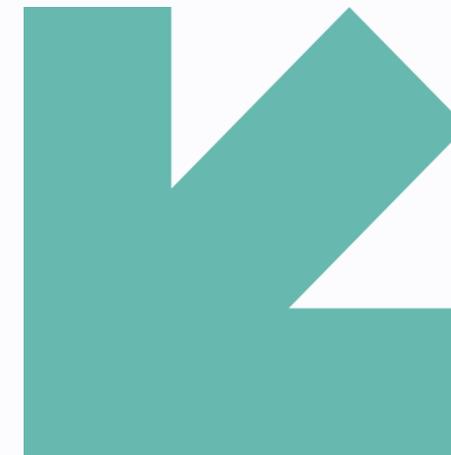


« L'État n'a plus assez d'argent pour couvrir les catastrophes naturelles : dès janvier, la cotisation va augmenter de 12% à 20%. »

(Assureur)

Les leviers identifiés par les acteurs pour accélérer l'adaptation du bâti au dérèglement climatique

Les entretiens réalisés pour cette enquête convergent vers l'idée que l'adaptation au dérèglement climatique nécessite des actions coordonnées sur plusieurs fronts. Trois axes clés émergent pour relever ce défi et assurer une résilience accrue des bâtiments et des territoires.



RENFORCER LE SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS POUR DES BÂTIMENTS PLUS RÉILIENTS

- Garantir une stabilité réglementaire et simplifier les dispositifs d'aide pour favoriser les projets d'adaptation
- Renforcer les financements publics et privés en mobilisant assureurs et banques pour des solutions adaptées aux risques climatiques
- Investir dans l'innovation et la recherche : nouveaux matériaux résistants, outils de simulation des risques, accès aux données, etc.

FORMER ET OUTILLER LES ACTEURS POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION

- Former les professionnels du BTP aux techniques et matériaux adaptés aux nouvelles conditions climatiques
- Développer des formations spécifiques sur le terrain pour expérimenter et diffuser les bonnes pratiques
- Sensibiliser les particuliers à l'importance d'une conception résiliente des bâtiments

TRANSFORMER LES PRATIQUES POUR INTÉGRER L'ADAPTATION CLIMATIQUE

- Intégrer l'adaptation climatique dans toutes les étapes de la construction et de la rénovation
- Renforcer la coopération entre acteurs pour repenser la chaîne de valeur et mutualiser les solutions innovantes
- Déployer des solutions techniques, en encourageant notamment la construction hors-site

REMERCIEMENTS

L'Observatoire de la Construction Durable remercie les équipes d'Occurrence - Ifop pour avoir conduit l'étude de terrain qui a rendu possible la publication de ce Baromètre international.

Pour en savoir plus et retrouver l'édition 2025 de notre Baromètre, rendez-vous sur la page de l'Observatoire de la Construction Durable :

<https://www.saint-gobain.com/fr/observatoire-construction-durable>

Pour prolonger la réflexion autour de la construction durable et de ses leviers d'accélération, rendez-vous sur le média *Constructing a Sustainable Future* :

<https://www.constructing-sustainable-future.com/>

L'Observatoire de la Construction Durable

BY SAINT-GOBAIN

Document édité par Saint-Gobain – avril 2024

Crédits photo :

Page 2 : photo de Benoit Bazin par © Eric Garault

Page 7 : © Shutterstock_1917163493 / Joaquin Corbalan P

Page 15 : © Matej Kastelic / Shutterstock_1917163493

Page 23 : © Shutterstock_1538592806/ Petair

Page 27 : © Shutterstock_1890359758

Tous droits réservés.